

Conclusions

Rdv de l'histoire de Blois, 7 octobre 2016

 Par Gilbert Garrel, IHS CGT

Mesdames, Messieurs, Cher(e)s ami-e-s, Cher(e)s camarades,

Il m'appartient, au nom de l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT, de clôturer cette rencontre passionnante. Je préfère utiliser le verbe clôturer, car la nature des échanges prouvent qu'il y a nécessité à prolonger le travail de recherche et les débats, faire des conclusions me paraît un peu prématuré, voire prétentieux.

Avant toute chose, permettez-moi de remercier les partenaires qui se sont associés à cette demi-journée d'étude, en commençant par l'IHS CGT de la Région Centre, en quelque sorte nos hôtes au sein de ces « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois, les IHS CGT de la FAPT, des Fédérations CGT des Travailleurs de l'Etat et de Mines-Energie. Un remerciement particulier à Mme Phrynée Pigenet, historienne, docteure en histoire de l'université Paris 10 de Nanterre et à David Chaurand, qui a joué les funambules en interprétant au pied levé les notes de Jérôme Beauvisage de l'IHS CGT.

Comme il est stupéfiant de mesurer à quel point l'histoire peut nous renvoyer avec une telle puissance au monde présent. L'exemple restitué par Mme Pigenet est d'une richesse terrible. Son exposé s'appuie sur plusieurs périodes de migrations et les déplacements de populations qui illustrent son intervention sont fondés sur des causes bien différentes, même si elles ne concernent qu'un seul pays. La France représente ici un pays refuge, mais nous prenons conscience de l'influence du contexte politique, économique et social sur les conditions mêmes de l'accueil, qui peuvent être bien diverses. Il est très instructif d'étudier en parallèle les positionnements politiques de la CGT qui sont, eux aussi, largement empreints du contexte général, mais également par ses propres schémas internes.

Ce qui intéresse le militant syndical en 2016, mais aussi les citoyens que nous sommes, ce sont les analyses formulées, la diversité des éléments interactifs et d'en

faire autant de points d'ancrage pour appréhender avec la réflexion nécessaire la situation actuelle. Cette étude, qui cerne une période bien circonscrite, une seule population de migrants, une seule frontière, nous permet à elle seule de répondre à diverses attentes actuelles.

Si l'on prend le temps d'écouter quelques discours ambiants dans le débat politique, une idée tend à se répandre, celle que l'immigration d'antan serait différente des formes contemporaines, meilleures intégrations, facilité d'assimilation, comme si les immigrés d'une autre époque avaient eu spontanément la volonté de se fondre dans le creuset national. Certains prenant le soin d'argumenter ces affirmations sur des bases ethniques ou religieuses. Au regard de l'étude présentée ce jour et des témoignages de certains participants à nos travaux, tout démontre combien ces affirmations sont infondées, et surtout partisans. Elles n'ont comme seul but de construire une démarche idéologique ciblant les populations migrantes du XXIème siècle, qui font, de bien triste manière, la une de l'actualité, comme une particularité.

Qu'ils soient réfugiés fuyant la terreur de la guerre ou des régimes dictatoriaux, ou qu'ils soient migrants pour des questions économiques cherchant ailleurs les moyens de survivre, de tout temps, l'immense majorité des populations déplacées quittent leur pays sous la contrainte avec le profond espoir de retrouver leur terre natale.

Hier comme aujourd'hui, les migrants représentent une proie facile pour l'exploitation de leur force de travail. La fragilité de leur statut étant largement utilisée par ceux qui sont à la recherche d'une main d'œuvre malléable et corvéable à merci.

Dans le même temps, le chômage de masse qui frappe notre pays exacerbe, comme à d'autres moments de l'Histoire, la montée des idées les plus nauséabondes, racisme, xénophobie, le refus de celle ou celui qui est perçu comme venant prendre le travail. Toutes ces démagogies politiciennes n'étant pas réservées aux seuls courants d'extrême droite.

Le traitement particulièrement inhumain des réfugiés qui viennent en Europe nous renvoie à celui des républicains espagnols qui fuyaient le franquisme dans cet exode connu sous le nom de « Retirada ». C'est cette incapacité à tirer des leçons de l'histoire qui est effrayante. Voir que l'on est capable de reproduire les mêmes ignominies, camps de rétention dans des conditions exécrables, éclatement de familles, réalisation de quotas, autant de comportements qui poussent inexorablement au repli communautaire, à générer et entretenir des haines, est

insupportable. Après avoir subi la terreur dans leur pays, après avoir vécu la souffrance de l'exode au péril de leur vie, il faut qu'ils subissent l'humiliation et le rejet au bout de la route.

Le patronat ayant toujours su tirer parti de cette ségrégation, la CGT est en devoir, conformément à ces valeurs internationalistes, de combattre politiquement ces phénomènes et courants d'idées. Nous l'avons constaté, dans l'exemple qui a constitué le cœur de cette étude, la bataille est d'autant plus âpre en période de crise économique. La précarité sociale, le chômage, la remise en cause des acquis sociaux génèrent le réflexe nationaliste, la recherche de coupables, si possible encore plus vulnérables.

Au même titre que dans les périodes historiques mises en lumière cet après-midi, regardons en Europe la montée en puissance des partis d'extrême droite sur des bases racistes ou xénophobes. Pas un état européen n'est aujourd'hui épargné, dans une quasi-indifférence des instances dirigeantes qui considèrent que le respect des politiques d'austérité est un critère de jugement prépondérant à toute autre considération. Le vote hongrois du week-end dernier, la situation politique autrichienne, les percées de l'extrême droite dans les Länder allemands, l'influence des fondamentalistes religieux en Pologne sur le droit des femmes à disposer de leur corps, le Brexit et les positions récentes de Mme May devant le congrès des Tories, la ligue du nord ou le parti 5 étoiles en Italie, la poussée des partis ultranationalistes dans les pays nordiques sont autant de signes très inquiétants. Ces déviations politiques trouvent toutes l'essentiel de leur terreau dans le traitement politique, social et médiatique des réfugiés Syriens, Irakiens, Libyens ou Afghans, sans oublier les réfugiés climatiques venant principalement de la corne de l'Afrique, qui ont souvent tendance à être assimilés pour mieux être ignorés.

En France, le front national fait son lit sur une propagande mensongère stigmatisant les migrants, en faisant la cause de tous les maux de la société. Mais le FN n'est pas isolé, quand une campagne électorale s'engage sur le terrain de la peur et de l'insécurité au nom de l'union sacrée d'un peuple de France qu'ils prétendent en guerre, c'est que les forces du capital qui entendent peser de tout leur poids sur l'avenir de notre pays y trouvent un grand intérêt. Quand est fait l'amalgame entre Islam et terrorisme, lorsque le débat autour d'une tenue de bain envahit l'information, nous avons toutes les raisons de nous alarmer. Nous pouvons estimer que lorsqu'un prétendant à la présidence propose de créer des camps de migrants de l'autre côté de la Méditerranée pour aller y sélectionner les personnes qui répondent

aux besoins des entreprises françaises, les ambitions réelles sont dévoilées. Cela nous rappelle cette stratégie ségrégationniste de « l'immigration choisie ». Il est intéressant également de noter que les migrants Rom qui faisaient le cœur de l'actualité il y a très peu de temps, nous ont valu quelques tristement célèbres envolées du 1^{er} Ministre manuel Valls. Relevons comme ces migrants ont disparu du jour au lendemain du paysage médiatique. Les réfugiés venus du moyen et proche orient auraient donc fait disparaître par enchantement ceux venus d'Europe centrale ou de l'est. Cette remarque sert à montrer la capacité de nos dirigeants à cibler des catégories de personnes uniquement par le pouvoir de la presse pour en faire un sujet emblématique et manipuler l'opinion publique.

Pour la CGT, l'immigration permet de mettre à l'épreuve une des valeurs fondamentales du mouvement ouvrier, à savoir l'internationalisme. La population immigrée dans notre pays est estimée à 3,7 millions de personnes, les Français de l'étranger sont 3,5 millions. Nous voyons bien qu'il n'y a aucune raison de craindre quel péril que ce soit de l'immigration. La CGT, en luttant pour que les travailleurs étrangers employés sur le sol français le soient dans les mêmes conditions qu'un salarié de nationalité française, contribue à combattre toute forme de concurrence et de discrimination sur des bases sociales. La lutte menée pour la régularisation et les droits des travailleurs sans-papier s'inscrit dans ce principe. Par la dimension sociale, nous créons les conditions du rassemblement des salariés et contribuons à l'élévation du rapport de force en faveur de tous les travailleurs. La diversité culturelle et historique au sein de nos structures syndicales jusque dans les directions de notre organisation contribue à faire grandir notre espace de réflexion. C'est bien ce que la CGT a travaillé et travaille à construire par l'intégration des travailleurs immigrés au sein de nos syndicats. Parvenir à cette réalisation revient à combattre des craintes, des peurs et la CGT n'est pas en dehors de ce phénomène. La très forte politisation des réfugiés espagnols fut, à son époque, un prétexte à freiner l'intégration et la prise de responsabilité de ces salariés. De nos jours, le réflexe protectionniste est le même, c'est au prix de grands efforts et d'un volontarisme important que nous devons parvenir à dépasser les préjugés pour vaincre les clivages, les divisions et en faire un atout pour notre organisation.

Il est curieux de vérifier à quel point certains courants idéologiques font monter les tensions sur l'immigration mais oublient de préciser que l'une des principales causes de la casse de l'emploi dans notre pays est lié à une autre forme de migration, celle du travail. Les progrès technologiques, notamment dans le numérique, et le développement des transports à bas coût ont permis aux grands groupes industriels,

commerciaux et même aux sociétés de services, de délocaliser la production. Cette délocalisation leur permet de faire jouer à plein le dumping social et de contourner les normes environnementales. Concernant les activités non dé-localisables, c'est par les travailleurs détachés qu'ils peuvent en toute légalité faire jouer la concurrence entre les salariés issus de différents pays de l'Union Européenne. Le patronat est vent debout pour garder le droit de faire travailler en France des salariés d'Europe centrale et de l'est aux conditions sociales de leur pays d'origine. Mettre au-devant de la scène la question des migrants et la faire identifier comme « LE PROBLEME » est bien évidemment un chiffon agité pour éviter d'autres sujets bien plus cruciaux.

Il est clair que, dans le contexte actuel, le patronat comme la sphère financière, ont tout intérêt à favoriser la libre circulation des biens et des capitaux quand une grande partie des forces politiques s'obstinent à rigidifier celle des personnes pour placer les salariés dans un système concurrentiel. C'est pourquoi la CGT, confrontée à de tels défis, exprime la nécessité de développer un travail collaboratif avec les forces syndicales en Europe et à l'échelle mondiale pour faire partager notre vision de transformation sociale. C'est un des plus forts enjeux de notre siècle qui aura pour conséquence l'élévation ou l'abaissement des conditions sociales des salariés partout sur la planète. Je conseille à chacun de se plonger dans le livre du Bernard Thibault « la troisième guerre mondiale est sociale ».

Nous vivons dans un contexte de crise majeure du capitalisme qui répand pour exister toutes les formes de divisions et de discriminations, il appartient donc aux forces syndicales, et par conséquent à la CGT, d'être en capacité de nous adresser à tous les travailleurs. Quels que soient leur catégorie, leur âge, leur sexe, la nature de leur statut et, bien entendu, leur origine, la CGT doit avoir pour fil conducteur de les représenter et de construire avec eux le rapport de force. Par les valeurs qui fondent notre syndicalisme, par nos orientations, par le contenu des revendications que nous portons, notre responsabilité est bien d'ériger une muraille apte à bloquer les courants politiques qui, en Europe et particulièrement en France, cherchent à accroître leur influence sur des bases de racisme, de xénophobie et de toutes les formes de discrimination.

Je vous remercie.

